

Chez un agriculteur en conversion vers le bio : «A une époque, ce genre d'évolution était inaudible»

Olivier Monod

Repenser sa production quitte à la diminuer, rechercher le «bon sens» dans les investissements sans cesser de batailler dans le millefeuille administratif... Rencontre avec un jeune Mayennais en cours de reprise d'une ferme laitière.

Les gestes sont répétitifs. Nettoyer les pis. Brancher la machine à traire. Appliquer un produit sur les pis pour éviter les infections. Faire avancer les vaches. Recommencer. Le rituel a lieu deux fois par jour, tôt le matin et en fin d'après-midi. *«J'ai travaillé dans une ferme équipée d'un robot de traite entièrement automatique. Mais on perd le contact avec les animaux.»* Toute la philosophie de Pacôme Renard, jeune agriculteur en train de reprendre une ferme laitière à Grazay (Mayenne) et de la convertir en bio, est là. Ne pas chercher à faire plus, ou plus vite. Mais faire à sa façon.

A 27 ans, l'éleveur élancé à la barbe blonde de quelques jours, lunettes sur le nez, a un look de jeune ingénieur. Ce qu'il est. Mais il est aussi un jeune agriculteur qui se lance dans le bio en 2024, [soit en pleine crise de la filière](#). Le chiffre d'affaires du bio est en baisse [depuis 2020](#), la surface exploitée en bio a diminué en 2023 et le nombre d'agriculteurs qui se lancent dans la pratique est passé de 6 200 en 2020 à 3 400 en 2023. Pas de quoi le faire reculer. Fils d'agriculteurs en bio depuis les années 90, consommateur de produits bio, il n'était pas question pour lui de faire autrement. *«La clientèle bio n'a pas disparu avec le Covid. Les historiques, comme moi, restent. Donc il y a des débouchés pour la production. Après, il faut adapter ses ambitions au marché»*, nous explique-t-il.

Des oiseaux s'ébattent

Pacôme Renard a mille projets en tête pour sa ferme. Il doit commencer par refaire des chemins pour faciliter l'accès des vaches à ses prairies les plus éloignées du bâtiment de traite. En ce mois de décembre humide, la traversée des champs de gadoue est une gageure. Tout l'art du jeune homme sera de décider à quel moment telle ou telle prairie est prête à recevoir les vaches. Selon son calcul, il doit pouvoir laisser se reposer un champ au moins deux mois. *«L'an prochain, je vais réduire ma production de lait, lance-t-il, un brin bravache. Pour le moment, j'ai 53 vaches [des normandes, ndlr], car je viens de reprendre depuis août seulement. Mais, je pense redescendre à 45 assez rapidement. A une époque, ce genre d'évolution était inaudible pour beaucoup d'agriculteurs, maintenant, cela commence à être compris.»* Seul actif sur la ferme – sa femme est enseignante – le jeune père dimensionne sa structure à sa force de travail et à celle de Narcisse, un croisé border collie noir au cou et aux bouts des pattes blanches, qui vient accueillir gaiement les visiteurs.

Pour expliquer comment il va faire tourner son exploitation, Pacôme Renard n'a qu'une réponse. Le «bon sens». S'il arrête de faire du maïs et d'importer du [soja](#), c'est pour éviter de dépendre de l'extérieur pour l'alimentation de ses bêtes et pour valoriser un maximum ses prairies. Du bon sens. S'il ne s'endette pas pour investir dans des moyens de production plus

efficace, c'est que la volatilité des prix ne permet pas d'assurer un remboursement et risque de l'entraîner dans une course à l'agrandissement. Du bon sens. Il fait du bio parce qu'il compare les produits phytosanitaires à du soin et le bio à de la prévention. Du bon sens, encore une fois. Dans la haie qui borde ses champs, des oiseaux s'ébattent bruyamment.

Douze administrations différentes

Il a aussi la chance d'être en Mayenne, terre agricole assez riche. *«J'ai du mal à comprendre les éleveurs laitiers de nos régions qui se plaignent de leur contexte économique sans penser aux autres entrepreneurs autour d'eux qui peuvent être en grandes difficultés»*, commente Pacôme Renard, en référence au mouvement agricole qui secoue le pays depuis un an. Il a accepté de nous détailler son plan de financement. En misant sur un prix du lait inférieur à ce qu'il est actuellement, Pacôme table sur une rentabilité de 100 000 euros par an, permise par des aides européennes à hauteur de 40 000 euros (dont 15 000 d'aide à la conversion pendant cinq ans), auxquelles s'ajoutent des aides à l'installation (6 000 euros, en une fois) et à la conversion (environ 10 000 euros par an pendant trois ans) de la part de son collecteur, Biolait, dont il est associé. Quand les aides à la conversion prendront fin, l'agriculteur aura fini de payer certains de ses prêts, allégeant d'autant ses mensualités.

Autour de la petite table ronde de la cuisine, Pacôme Renard repose la cafetière à piston. *«Voilà un bon exemple de la pression administrative sur les agriculteurs.»* Il attrape une lettre ouverte qui traîne sur la table. *«C'est une lettre de relance pour effectuer des tests sur mes vœux. Des tests non nécessaires dans le cadre d'une reprise. Mais je n'ai pas racheté l'intégralité du troupeau de mes prédécesseurs. Donc pendant quelques mois, on a eu deux troupeaux à la même adresse. Cela sort du cadre d'une transmission classique. J'ai dû expliquer la situation à trois administrations différentes, mais cela n'a pas suffi, visiblement...»* Le jeune homme lève les yeux au ciel et s'anime. *«Ce serait intéressant de lister tous les organismes que j'ai dû contacter pour la reprise. J'ai eu l'impression que cela ne finirait jamais.»* A 21h30, ce soir-là, il envoie par sms la photo d'une liste réalisée à la main sur une feuille de papier. Dans le cadre de la reprise de sa ferme, il a effectué 21 démarches auprès de 12 administrations différentes. Pacôme Renard ne manifeste pas, mais il comprend les revendications nées du ras-le-bol administratif.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)